

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 81 — 1100

6 JUILLET 1981. — Arrêté ministériel fixant les statuts coordonnés de la Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement, modifiée par la loi du 30 mars 1976 portant organisation de l'initiative économique publique et par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, notamment l'article 2ter, 3ème alinéa;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1981, confiant à la Société nationale d'Investissement une mission dans le sens de l'article 2, § 3 de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement agréées, notamment l'article 3;

Vu l'avis des Exécutifs régionaux;

Après concertation au sein du Gouvernement et sans préjudice aux adaptations jugées nécessaires par le notaire instrumentant, en dehors des compétences dévolues au Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et des compétences d'avis dévolues aux Exécutifs régionaux,

Arrête :

Article unique. Les statuts coordonnés de la Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie seront fixés conformément au texte annexé au présent arrêté.

Bruxelles, le 6 juillet 1981.

W. CLAES

BELFIN

STATUTS COORDONNES

TITRE Ier. — Forme, dénomination, siège, objet, durée

Article 1er. La société est de droit belge, adopte la forme de la société anonyme et a pour dénomination « Compagnie Belge pour le Financement de l'Industrie S.A. », en français, et « N.V. Belgische Maatschappij voor de Financiering van de Nijverheid », en néerlandais, en abrégé, « Belfin ». Les dénominations complètes et abrégées, française et néerlandaise, peuvent être utilisées ensemble ou séparément.

Art. 2. Le siège social est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Il peut être transféré par simple décision du conseil d'administration en tout endroit de Belgique.

La société pourra, de la même manière, établir des sièges administratifs ou d'exploitation, succursales ou agences dans toute partie du monde.

Art. 3. La société a pour objet de contribuer dans le cadre de la politique industrielle de l'Etat, par des appels au marché des capitaux, national et international, ou par toute autre technique appropriée et selon tous modes, sous toutes formes et aux conditions qu'elle avisera, au financement des investissements à réaliser dans le cadre de la restructuration et du développement des divers secteurs industriels, commerciaux et des services de l'économie belge.

Elle pourra, d'une façon générale, faire tous actes, transactions ou opérations financières et commerciales, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son objet social et qui seraient de nature à en faciliter ou à en promouvoir la réalisation.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 81 — 1100

6 JULI 1981. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de gecoördineerde statuten van de Belgische Maatschappij voor de Financiering van de Nijverheid

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen, als gewijzigd door de wet van 30 maart 1976 houdende organisatie van het economisch overheidsinitiatief en door de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, inzonderheid op artikel 2ter, 3e lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1981, waarbij aan de Nationale Investeringsmaatschappij een opdracht wordt toevertrouwd in de zin van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen inzonderheid op artikel 3;

Gezien het advies van de Gewestexecutieven;

Na overleg in de Regering en onverminderd de aanpassingen die door de notaris, die de akte opmaakt, noodzakelijk worden geacht buiten de aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken toegekende beslissingsbevoegdheid en de aan de Gewestelijke Executieven toegekende adviesbevoegdheid,

Besluit :

Enig artikel. De gecoördineerde statuten van de Belgische Maatschappij voor de Financiering van de Nijverheid zullen worden bepaald overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tekst.

Brussel, 6 juli 1981.

W. CLAES

BELFIN

GECOÖRDINEERDE STATUTEN

TITEL I. — Vorm, benaming, zetel, doel, duur

Artikel 1. De vennootschap is naar Belgisch recht, neemt de vorm aan van een naamloze vennootschap en heeft als benaming : « Compagnie belge pour le Financement de l'Industrie S.A. », in het Frans, en « N.V. Belgische Maatschappij voor de Financiering van de Nijverheid », in het Nederlands, in het kort : « Belfin ». De Nederlandse en Franse, volledige en verkorte benamingen kunnen afzonderlijk of gezamenlijk worden gebruikt.

Art. 2. De maatschappelijke zetel is gevestigd in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Hij kan, door een eenvoudige beslissing van de raad van beheer, naar om het even welke plaats in België worden overgebracht.

De vennootschap kan, op dezelfde wijze, administratieve en exploitatiezetels, bijhuizen en agentschappen waar ook ter wereld oprichten.

Art. 3. De vennootschap heeft tot doel om, in de context van de industriële politiek van de Staat, door een beroep op de nationale of internationale kapitaalmarkten of door elke andere gepaste techniek, bij te dragen tot de financiering van investeringen in het kader van de herstructurering en de ontwikkeling van de diverse industriële, commerciële en dienstensectoren van de Belgische economie, en dit volgens elke formule, onder welke vorm en onder de voorwaarden die zij bepaalt.

Zij mag, in het algemeen, alle handelingen, transacties of financiële en commerciële, roerende en onroerende verrichtingen doen, welke rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, in verband staan met haar maatschappelijk doel of die van aard zijn de verwezenlijking ervan te vergemakkelijken of te bevorderen.

La société pourra également s'intéresser, par voie d'apports, de fusions, de souscriptions ou de toute autre manière, dans toutes entreprises, associations ou sociétés ayant un objet similaire, analogue ou connexe ou qui seraient de nature à favoriser son propre objet.

Elle pourra réaliser son objet social en tout lieu, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Art. 4. La société a été constituée le trois avril mil neuf cent quatre-vingt, pour la plus longue durée que la loi autorise. Elle peut prendre des engagements ou stipuler à son profit pour un terme excédant sa durée.

TITRE II. — Capital social, actions

Art. 5. Le capital est fixé à un milliard de francs; il est divisé en un million d'actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune un millionième de l'avoir social. Toutes les actions sont nominatives et le resteront.

Les actions se répartissent en deux catégories : les actions numérotées ... à ... constituent la catégorie A et les actions non numérotées ... à ... constituent la catégorie B. Les actions de l'une et de l'autre catégorie confèrent les mêmes droits sauf ce qui est stipulé aux articles 6, 8, 10, 11, 18, 29.

Art. 6. Lors de toute augmentation de capital par création d'actions à souscrire en espèces, le droit de souscrire les actions nouvelles sera réservé aux anciens actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions et dans le respect de la parité entre les catégories mentionnées à l'article 5, sauf décision contraire de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts. Le conseil d'administration fixe le délai et les conditions de l'exercice de ce droit de préférence.

Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent et dans l'intérêt social, l'assemblée générale peut toujours, statuant aux conditions de présence et de majorité requises pour la modification des statuts, décider que tout ou partie des actions nouvelles à émettre contre espèces ne seront point offertes par préférence aux actionnaires; dans ce cas, l'assemblée générale fixe elle-même les conditions de l'émission.

La société, par décision du conseil d'administration, aura, dans tous les cas, la faculté de passer, aux clauses et conditions qu'il avisera, toutes conventions destinées à assurer la souscription de tout ou partie des nouveaux titres à émettre.

Art. 7. Les actions non entièrement libérées lors de leur souscription doivent être libérées au lieu et aux dates que le conseil d'administration détermine. Elles pourront être libérées indifféremment en espèces ou au moyen de parts sociales d'une ou plusieurs sociétés suivantes : « », ou de sociétés anonymes agréées par le conseil et, dans ce dernier cas, sur base du rapport d'un reviseur d'entreprises désigné par le conseil d'administration et déterminant la valeur des parts sociales à prendre en considération au moment de l'appel de libération.

L'actionnaire qui, après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée, ne satisfait pas à un appel de libération, doit bonifier à la société les intérêts calculés au taux de base effectivement pratiqué par les grandes banques en matière de crédit de caisse, augmenté de deux points l'an à dater du jour de l'exigibilité de la libération. Le conseil d'administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres dans le respect de l'égalité des actionnaires et compte étant tenu des dispositions des articles 5 et 8, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts éventuels.

Toute libération appelée ou effectuée s'impute sur l'ensemble des actions dont l'actionnaire est titulaire.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation; il détermine les conditions éventuelles auxquelles les libérations anticipées sont admises.

Art. 8. Tout actionnaire désirant céder des actions devra en aviser le conseil d'administration par lettre recommandée adressée au président du conseil d'administration, en indiquant les

De vennootschap mag eveneens participaties nemen onder de vorm van inbreng, fusie, inschrijving of op andere wijze, in andere ondernemingen, verenigingen of vennootschappen waarvan het doel identiek, analoog of verwant is of van aard is haar eigen doel te begunstigen.

Zij, mag haar doel verwezenlijken op om het even welke plaats, in België en in het buitenland.

Art. 4. De vennootschap werd opgericht op drie april negentienhonderd tachtig, voor de langste door de wet toegelaten duur. Zij mag verbintenissen aangaan of in haar voordeel bedingen voor een termijn die haar duur overtreft.

TITEL II. — Maatschappelijk kapitaal, aandelen

Art. 5. Het kapitaal wordt vastgesteld op één miljard frank; het is verdeeld in één miljoen aandelen zonder vermelding van nominale waarde, die elk één miljoenste van het maatschappelijk bezit vertegenwoordigen. Alle aandelen zijn op naam en zullen op naam blijven.

De aandelen zijn onderverdeeld in twee klassen: de aandelen genummerd ... tot ... vormen klasse A en de aandelen genummerd ... tot ... vormen klasse B. De aandelen van elke klasse geven dezelfde rechten met uitzondering voor wat is bepaald in de artikelen 6, 8, 10, 11, 18, 29.

Art. 6. Bij elke kapitaalsverhoging door creatie van nieuwe aandelen waarop in speciën dient ingeschreven te worden, wordt het recht om op nieuwe aandelen in te schrijven aan de bestaande aandeelhouders voorbehouden in verhouding tot het gedeelte van het kapitaal dat door hun aandelen vertegenwoordigd wordt en met inachtneming van de gelijkheid tussen de klassen vermeld onder artikel 5, behoudens tegenstrijdig besluit van de algemene vergadering genomen overeenkomstig de regels toepasselijk voor wijziging der statuten. De raad van beheer stelt de termijn en de voorwaarden van de uitoefening van het voorkeurrecht vast.

In afwijking van de beschikkingen van voorgaande alinea en in het maatschappelijk belang, kan nochtans de algemene vergadering, beraadslagend onder de voorwaarden van aanwezigheid en meerderheid voor het wijzigen van de statuten, steeds beslissen dat alle of een gedeelte van de nieuwe uit te geven aandelen waarop in speciën dient te worden ingeschreven niet bij voorkeur aan de aandeelhouders zullen worden aangeboden; in dat geval, bepaalt de vergadering zelf de voorwaarden van de uitgifte.

In ieder geval kan de vennootschap, bij beslissing van de raad van beheer, onder de bedingen en voorwaarden die deze bepaalt, alle overeenkomsten afsluiten om de inschrijving op alle of een gedeelte van de nieuwe uit te geven aandelen te verzekeren.

Art. 7. De aandelen die bij hun inschrijving niet gans volstort zijn, moeten volstort worden op de plaats en de data bepaald door de raad van beheer. Zij kunnen worden volstort in speciën of door middel van maatschappelijke aandelen van één of meer der volgende vennootschappen « », of van naamloze vennootschappen aanvaard door de raad van beheer en, in dit laatste geval, op basis van een verslag van een bedrijfsrevisor aangeduid door de raad dat de waarde van de in aanmerking te nemen aandelen bepaalt op het ogenblik van de vraag tot volstorting.

De aandeelhouder die, na een per aangetekende brief betekende ingebrekestelling, nalaat de gevraagde volstortingen te doen, moet aan de vennootschap een rente vergoeden ten bedrage van de basisrentevoet toegepast door de grote banken voor kaskredieten vermeerderd met twee punten per jaar vanaf de dag van de eisbaarheid van de volstorting. De raad van beheer kan daarenboven nadat een tweede bericht gedurende een maand zonder gevolg is gebleven, met inachtneming van de gelijkheid van de aandeelhouders en rekening houdend met de bepalingen van artikelen 5 en 8, de aandeelhouder vervallen verklaren van zijn rechten en zijn aandelen laten verkopen, onverminderd het recht het verschuldigde saldo alsook elke eventuele schadevergoeding van hem te vorderen.

Elke opgevraagde of gedane volstorting wordt verrekend met het geheel van de aandelen toebehorende aan de aandeelhouder.

De raad van beheer mag de aandeelhouders toelaten hun aandelen bij voorbaat vol te storten; hij bepaalt de eventuele voorwaarden waaronder de volstortingen bij voorbaat worden aanvaard.

Art. 8. Elke aandeelhouder die aandelen wenst af te staan moet de raad van beheer hiervan kennis geven bij een aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van de raad van beheer met

nom, prénom et profession du cessionnaire projeté ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social, ainsi que le nombre d'actions à céder. Le prix et les modalités de paiement offerts par le cessionnaire projeté devront également être communiqués au conseil d'administration par le cédant qui, à la demande du conseil d'administration, devra justifier de la réalité de l'offre.

Aucune cession d'actions ne pourra avoir lieu que moyennant l'accord préalable du conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des voix et sans qu'il ait à justifier sa décision. A défaut de communication au cédant de la décision prise par le conseil d'administration dans les quatre semaines de l'avis donné par le cédant, le conseil est réputé avoir donné son agrément à la cession.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire projeté :

— si les actions à céder appartiennent à la catégorie A, elles ne pourront être cédées qu'à une personne de droit public belge;

— si les actions à céder appartiennent à la catégorie B, les autres actionnaires de cette catégorie bénéficieront d'un droit de préférence pour l'acquisition des actions à céder aux prix et conditions de paiement offerts par le cessionnaire projeté.

Ces actionnaires devront exercer leur droit de préférence dans les quinze jours de l'offre qui leur aura été faite à l'intervention du conseil d'administration agissant dans les cinquante jours de la communication par le cédant des conditions de cession.

Le droit de préférence s'exercera proportionnellement au nombre d'actions B dont chaque actionnaire de catégorie B sera titulaire.

Si le nombre d'actions pour lesquelles l'offre est valablement levée est supérieur au nombre d'actions offertes, celles-ci seront réparties entre les actionnaires de catégorie B qui le demandent, proportionnellement au nombre d'actions B dont ils sont titulaires. Le conseil d'administration procède à cette répartition sans tenir compte des fractions. Il en avise les intéressés et cette notification vaut conclusion de la vente.

Si le nombre d'actions pour lesquelles l'offre est valablement levée demeure inférieur au nombre d'actions offertes, l'actionnaire cédant pourra, à son choix, soit accepter la conclusion de la vente pour le nombre d'actions pour lesquelles l'option aura été levée et céder au cessionnaire projeté, aux conditions communiquées au conseil, les actions pour lesquelles l'option n'aura pas été valablement levée, soit retirer son offre et renoncer à la cession, soit encore renoncer à la vente pour le nombre d'actions pour lesquelles l'option aura été levée et céder au cessionnaire projeté, aux conditions communiquées au conseil, l'ensemble des actions à céder. Le choix du cédant devra être notifié au conseil d'administration dans les quinze jours de la notification faite par celui-ci au cédant du résultat de l'exercice du droit de préemption. Passé ce délai, le cédant sera réputé avoir renoncé à toute cession.

Le paiement du prix se fera conformément aux modalités acceptées par le cessionnaire projeté et communiquées au conseil d'administration par le cédant.

Si la cession projetée n'est pas réalisée dans les six mois de l'avis donné au conseil d'administration conformément au premier alinéa du présent article ou si ces conditions sont modifiées, la procédure décrite ci-dessus devra être recommencée avant toute cession.

Tous les avis, communication et notifications prévus par le présent article doivent être faits par lettre recommandée à la poste, les délais commençant à courir à partir de la date d'expédition de la lettre apposée sur le récépissé de la recommandation postale.

Les cessions d'obligations convertibles ou avec droit de souscription, de même que les cessions de parts bénéficiaires, sont soumises aux mêmes conditions et modalités.

Par dérogation à l'ensemble de ce qui précède,

(1) les cessions consenties par une société actionnaire au profit d'une ou de plusieurs sociétés belges dont elle est la filiale ou qui sont ses filiales.

vermelding van de naam, voornaam en het beroep van de voorgestelde overnemer of, indien deze een rechtspersoon is, zijn benaming en zijn maatschappelijke zetel, alsook het aantal over te dragen aandelen. De door de voorgestelde overnemer aangeboden prijs en betalingsmodaliteiten moeten eveneens aan de raad van beheer worden bekend gemaakt door de overdrager die, op verzoek van de raad van beheer, de werkelijkheid van het bod moet rechtvaardigen.

Geen enkele overdracht van aandelen mag plaats hebben zonder voorafgaande toestemming van de raad van beheer die met een meerderheid van twee derde der stemmen dient te beslissen zonder dat hij zijn beslissing moet motiveren. Hij ontstentenis van kennisgeving aan de overdrager van de door de raad van beheer genomen beslissing binnen de vier weken na het bericht vanwege de overdrager, wordt de raad vermoed in de overdracht toe te stemmen.

In geval van weigering van de voorgestelde overnemer :

— indien de over te dragen aandelen behoren tot de klasse A, kunnen zij slechts worden overgedragen aan een persoon van Belgisch publiek recht;

— indien de over te dragen aandelen behoren tot de klasse B, genieten de andere aandeelhouders van deze klasse van een voorkeurrecht voor het verwerven van de over te dragen aandelen tegen de prijs en betalingsmodaliteiten aangeboden door de voorgestelde overnemer.

Deze aandeelhouders moeten hun voorkeurrecht uitoefenen binnen de vijftien dagen volgend op het bod dat hen wordt gedaan door tussenkomst van de raad van beheer, handelend binnen de vijftig dagen volgend op de kennisgeving der voorwaarden van de overdracht vanwege de overdrager.

Het voorkeurrecht wordt uitgeoefend in verhouding tot het aantal aandelen B waarvan iedere aandeelhouder van de klasse B houder is.

Indien het aantal aandelen waarvoor het aanbod geldig gelicht werd, groter is dan het aantal aangeboden aandelen, worden deze laatste verdeeld onder de aandeelhouders van de klasse B die er om vragen, in verhouding tot het aantal aandelen B waarvan ieder van hen houder is. De raad van beheer voert deze verdeling uit zonder rekenig te houden met fracties. Hij geeft de belanghebbenden hiervan kennis en deze kennisgeving sluit de koop af.

Indien het aantal aandelen waarvoor het aanbod geldig gelicht werd, kleiner is dan het aantal aangeboden aandelen, mag de overdragende aandeelhouder, naar keuze, ofwel de verkoop aanvaarden voor het aantal aandelen waarop het voorkeurrecht uitgeoefend werd en aan de overnemer, onder de voorwaarden medegedeeld aan de raad, de aandelen waarop geen geldig voorkeurrecht uitgeoefend werd afstaan, ofwel zijn aanbod intrekken en van de overdracht afzien, ofwel nog van de verkoop afzien voor wat het aantal aandelen betreft waarop de optie geldig gelicht werd en het geheel van de over te dragen aandelen aan de voorgestelde overnemer, onder de voorwaarden medegedeeld aan de raad, afstaan. De keuze van de overdrager moet ter kennis van de raad van beheer worden gebracht binnen de vijftien dagen volgend op de kennisgeving door deze laatste aan de overdrager van het resultaat van de uitoefening van het voorkeurrecht. Na afloop van deze termijn, wordt de overdrager geacht afgezien te hebben van elke overdracht.

De betaling van de prijs geschiedt overeenkomstig de modaliteiten aanvaard door de voorgestelde overnemer en medegedeeld aan de raad van beheer door de overdrager.

Indien de geplande overdracht niet heeft plaats gehad binnen de zes maanden volgend op het bericht gegeven aan de raad van beheer overeenkomstig alinea één van de onderhavig artikel, of indien de voorwaarden ervan gewijzigd worden, moet de hierboven beschreven procedure voor elke overdracht worden herbegonnen.

Alle berichten, mededelingen en kennisgevingen voorzien in huidig artikel dienen te geschieden bij een ter post aangetekend schrijven; de termijnen beginnen te lopen vanaf de datum van verzending van het schrijven vermeld op het bewijs van ontvangst.

De overdrachten van konverteerbare obligaties of van obligaties met recht van inschrijving, evenals de overdrachten van winstaandelen, zijn aan dezelfde voorwaarden en modaliteiten onderworpen.

In afwijking op hetgeen voorafgaat, zullen

(1) de overdrachten toegestaan door een vennootschap aandeelhouder ten voordele van één of meerdere Belgische vennootschappen waarvan zij een dochtermaatschappij is of die haar dochtermaatschappijen zijn

(2) les cessions entre sociétés belges, filiales d'une même société actionnaire,

(3) les cessions d'actions résultant de fusions et absorptions, apports en société, de quelque nature que ce soit, ou distributions résultant d'une dissolution, demeurent libres moyennant simple information préalable à donner au conseil d'administration au moins trois semaines avant la date prévue pour la cession, à la condition que, par le fait desdites cessions, le contrôle final direct ou indirect du ou des cessionnaires demeure exercé de façon comparable au contrôle exercé sur l'actionnaire avant la cession.

A l'exception des nantissements prévus à l'article dix-neuf, aucune action ne peut être grevée de droits quelconques, sans l'accord préalable du conseil d'administration.

Les droits afférents aux actions qui viendraient à être cédées en violation des alinéas précédents seront suspendus aussi longtemps que la cession n'aura pas été résolue.

Art. 9. Toute action est indivisible; la société ne reconnaît quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul propriétaire pour chaque titre. Si le titre fait l'objet d'une copropriété, d'un usufruit ou d'un gage, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

TITRE III. — Administration, direction, surveillance

Art. 10. La société est administrée par un conseil composé d'un nombre pair d'administrateurs, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale et rééligibles. Le nombre d'administrateurs est de 16 au maximum. L'assemblée devra choisir la moitié des administrateurs parmi les candidats présentés par les porteurs d'actions de la catégorie A et l'autre moitié parmi les candidats présentés par les porteurs d'actions de la catégorie B.

Chaque catégorie d'actionnaires détermine à la majorité simple ses candidats. Ceux-ci doivent être au nombre de deux au moins par place à pourvoir, — sauf si l'ensemble des actionnaires en décide autrement, — et désignés au plus tard au moment de l'ouverture de l'assemblée. A défaut, celle-ci désignera les administrateurs de son choix. Lorsqu'il s'agit de remplacer un administrateur dont les fonctions ont pris fin, pour quelque cause que ce soit, le droit de présenter des candidats appartient à la catégorie des actionnaires qui avaient présenté l'administrateur à remplacer. Le même droit de présentation sera respecté en cas de cooptation d'un administrateur conformément à l'article 55 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 11. Le conseil d'administration élit un président parmi ses membres nommés sur proposition des actionnaires de catégorie B, et un vice-président parmi ses membres nommés sur proposition des actionnaires de catégorie A.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président ou, à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues.

Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent. Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Les convocations sont faites soit par lettre recommandée, soit par télégramme ou télex, ou même par téléphone. Tout administrateur peut, à la réunion ou après la réunion, renoncer à cette convocation et en tout cas sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué s'il est présent ou représenté à la réunion.

Art. 12. Sauf cas de force majeure résultant de guerre, troubles ou autres calamités publiques, le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Tout administrateur peut donner pouvoir à un de ses collègues, et ce par écrit, télégramme ou télex, pour le représenter et voter en son lieu et place à une réunion du conseil.

(2) de overdrachten tussen Belgische vennootschappen, die dochtermaatschappijen zijn van eenzelfde vennootschap aandeelhouder,

(3) de overdrachten voortspruitende uit fusie, opslorping, inbreng in een vennootschap, om welke wijze ook, of verdeling ingevolge ontbinding,

vrij blijven mits voorafgaande kennisgeving aan de raad van beheer ten minste drie weken voor de datum voorzien voor de overdracht, op voorwaarde dat door het feit van deze overdrachten, de uiteindelijke rechtstreekse of onrechtstreekse controle van de overnemer of de overnemers uitgeoefend blijft op een wijze vergelijkbaar met de controle uitgeoefend met de controle uitgeoefend op de aandeelhouder voor de overdracht.

Behalve met pand voorzien bij artikel negentien mag geen enkel aandeel met om het even welk recht bezwaard worden zonder voorafgaande toestemming van de raad van beheer.

De rechten verbonden aan de aandelen die worden overgedragen in strijd met de voorgaande paragrafen zullen worden geschorst zolang de overdracht niet zal ontbonden zijn.

Art. 9. Elk aandeel is ondeelbaar; de vennootschap erkent met betrekking tot de uitoefening van de aan de aandeelhouder toegestane rechten, slechts één enkele eigenaar per aandeel. Zo het aandeel het voorwerp uitmaakt van medeïgendom, vruchtgebruik of pand, kan de vennootschap de uitoefening van de eraan verbonden rechten schorsen, totdat één enkele persoon aangewezen wordt om ten overstaan van haar als eigenaar van het aandeel door te gaan.

TITEL III. — Beheer, bestuur, toezicht

Art. 10. De vennootschap wordt beheerd door een raad samengesteld uit een paar aantal leden, benoemd door de algemene vergadering voor ten hoogste zes jaar en herkiesbaar. Het aantal beheerders kan ten hoogste 16 bedragen. De algemene vergadering kiest de helft van de beheerders tussen de kandidaten voorgedragen door de houders van aandelen van klasse A en de andere helft tussen de kandidaten voorgedragen door de houders van aandelen van klasse B.

Elke klasse van aandeelhouders duidt bij eenvoudige meerderheid zijn kandidaten aan. Er moeten minstens twee kandidaten zijn per te begeven zetel — tenzij alle aandeelhouders er anders over beslissen — aangeduid ten laatste op het ogenblik van de opening van de vergadering. Bij gebreke hiervan, zal deze laatste de beheerders van haar keuze aanduiden. In geval van vervanging van een beheerder wiens functies een einde hebben genomen, voor welke reden ook, behoort het om recht kandidaten voor te dragen aan de klasse van aandeelhouders die de te vervangen beheerder had voorgedragen. Hetzelfde recht om kandidaten voor te dragen wordt in acht genomen in geval van coöptatie van een beheerder overeenkomstig artikel 55 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 11. De raad van beheer kiest een voorzitter onder zijn leden die benoemd zijn op voordracht van de aandeelhouders van klasse B, en een ondervoorzitter onder zijn leden die benoemd zijn op voordracht van de aandeelhouders van klasse A.

De raad van beheer vergadert op uitnodiging en onder het voorzitterschap van de voorzitter of, zo deze belet is, van de ondervoorzitter of, bij hun ontstentenis, van een beheerder door zijn collega's aangeduid.

Hij moet samengeropen worden telkens wanneer het belang van de vennootschap het vereist of telkens wanneer ten minste twee beheerders erom vragen. De vergaderingen worden gehouden op de plaats vermeld in de oproepingen.

De uitnodigingen worden gedaan bij aangetekend schrijven, telegrafisch of per telex of zelfs per telefoon. Elke beheerder mag, op de vergadering of na de vergadering, van deze uitnodiging afzien en zal in ieder geval beschouwd worden als regelmatig uitgenodigd indien hij aanwezig of vertegenwoordigd is op de vergadering.

Art. 12. Behoudens in geval van overmacht ten gevolge van oorlog, onlusten of andere publieke rampen, kan de raad van beheer slechts geldig beraadslagen en beslissingen nemen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Iedere beheerder kan schriftelijk, telegrafisch of per telex, één van zijn collega's machtigen om hem te vertegenwoordigen op een vergadering van de raad van beheer en er in zijn plaats te stemmen.

Dans ce cas, le mandant sera réputé présent au point du vue du vote.

Tout administrateur peut aussi, mais seulement si la moitié au moins des administrateurs sont présents en personne, exprimer son avis et son vote par lettre, télégramme ou télex.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle pourra désigner une personne physique à l'intervention de laquelle ses fonctions d'administrateur seront exercées.

Toute décision du conseil est prise à la majorité simple des voix valablement exprimées, sans tenir compte des abstentions.

Art. 13. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux signés par la majorité des membres qui ont été présents à la délibération et aux votes.

Ces procès-verbaux sont dressés sur feuilles volantes et celles-ci sont reliées à la fin de chaque année.

Les procurations, ainsi que les avis et votes donnés par écrit, télégramme ou télex, y sont annexés.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs.

Art. 14. Outre le remboursement de leurs frais de déplacement, l'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une rémunération fixe ou variable et des jetons de présence à inscrire au compte des frais généraux.

Le conseil d'administration peut accorder aux administrateurs chargés de fonctions ou missions spéciales, des indemnités à prélever sur les frais généraux.

Art. 15. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la société, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Art. 16. Le conseil d'administration peut constituer un ou plusieurs comités de direction dont les membres sont choisis dans ou hors de son sein. Il détermine les pouvoirs de ces comités de direction, en règle le fonctionnement et fixe la rémunération fixe ou variable de ses membres.

Il peut déléguer la gestion journalière de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs délégués chargés notamment de l'exécution des décisions du conseil et détermine leurs émoluments fixes ou variables.

Il peut également confier la direction de l'ensemble ou d'une ou plusieurs parties des affaires sociales à une ou plusieurs personnes choisies dans ou hors de son sein, associées ou non, dont il fixe les titres, attributions, pouvoirs, émoluments fixes ou variables.

Le conseil peut révoquer en tout temps les personnes mentionnées ci-dessus.

Le conseil d'administration, ainsi que les délégués à la gestion journalière, dans le cadre de cette gestion, peuvent également déléguer à tout mandataire des pouvoirs spéciaux.

Art. 17. La société est représentée dans les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un officier ministériel, et en justice :

- soit par deux administrateurs agissant conjointement;
- soit, dans les limites de la gestion journalière, par le délégué à cette gestion s'il n'y en a qu'un seul, et par deux délégués agissant conjointement s'ils sont plusieurs.

Elle est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leurs mandats.

Art. 18. Les opérations de la société sont surveillées par un ou deux commissaires-reviseurs nommés par l'assemblée générale. Dans ce dernier cas, l'un sera nommé sur présentation des actionnaires de catégorie A, l'autre sur présentation des actionnaires de catégorie B; l'assemblée fixera leurs émoluments qui seront portés à charge des frais généraux.

Art. 19. Il est affecté par privilège, en garantie de l'exécution de leur mandat, par ou pour chaque administrateur, cinq actions.

In dit geval zal de lastgever beschouwd worden als zijnde aanwezig wat de stemming betreft.

Iedere beheerder mag ook, maar alleen zo ten minste de helft van de beheerders in persoon aanwezig zijn, per brief, telegram of telex zijn mening te kennen geven en stemmen.

Zo een rechtspersoon tot beheerder wordt verkozen, kan deze een natuurlijke persoon aanduiden door wiens tussenkomst zijn functies van beheerder zullen uitgeoefend worden.

Elke beslissing van de raad van beheer wordt bij gewone meerderheid der geldig uitgebrachte stemmen genomen, zonder rekening te houden met de onthoudingen.

Art. 13. De beslissingen van de raad van beheer worden opgetekend in notulen welke door de meerderheid van de leden die bij de beraadslagingen en de stemmingen aanwezig waren, getekend worden.

Deze notulen worden op losse bladen opgetekend welke bij het einde van ieder jaar worden samengebonden.

De volmachten, evenals de kennisgevingen en stemmen welke schriftelijk, per telegram of per telex werden genomen, worden eraan gehecht.

De kopieën of uittreksels welke in rechte of elders dienen voorgelegd te worden, worden getekend door twee beheerders.

Art. 14. Benevens de terugbetaling van hun verplaatsingskosten kan de algemene vergadering aan de beheerders een vaste of veranderlijke vergoeding alsmede zitpenningen toekennen welke op de algemene kosten dienen aangerekend te worden.

De raad van beheer kan de beheerders belasten met de bijzondere functies of opdrachten, vergoedingen toekennen ten laste van de algemene kosten.

Art. 15. De raad van beheer heeft de bevoegdheid om alle handelingen te verrichten die nodig of dienstig zijn voor het bereiken van het doel van de vennootschap, met uitzondering van deze welke door de wet of de statuten aan de algemene vergadering zijn voorbehouden.

Art. 16. De raad van beheer kan één of meer direktiekomitees oprichten waarvan de leden, in of buiten zijn midden, gekozen worden. Hij bepaalt de bevoegdheden van deze direktiekomitees, regelt de werking ervan en bepaalt de vaste of veranderlijke bezoldiging van de leden.

Hij mag het dagelijks beheer van de vennootschap evenals de vertegenwoordiging van de vennootschap in verband met het dagelijks beheer opdragen aan één of meer afgevaardigden, belast namelijk met de uitvoering van de beslissingen van de raad, en bepaalt hun vaste of veranderlijke emolumenten.

Hij mag ook de leiding van het geheel of van één of meerdere gedeelten van de maatschappelijke zaken toevertrouwen aan één of meerdere personen, in of buiten zijn midden gekozen en al dan niet vennoot zijnde; hij bepaalt hun titels, bevoegdheden, machten, en hun vaste of veranderlijke emolumenten.

De raad kan ten alle tijde de hierboven vermelde personen herroepen.

De raad van beheer, alsmede de afgevaardigden voor het dagelijks bestuur, in het kader van dit bestuur, kunnen eveneens aan elke mandataris bijzondere bevoegdheden delegeren.

Art. 17. De vennootschap wordt in rechtshandelingen, met inbegrip van deze waarin een openbaar of ministerieel ambtenaar optreedt, en in rechte vertegenwoordigd :

- hetzij, door twee beheerders, die gezamenlijk optreden;
- hetzij, binnen de grenzen van het dagelijks bestuur, door de afgevaardigde voor dit bestuur, indien er maar één is, en door twee afgevaardigden, die gezamenlijk optreden, indien er verschillende zijn.

De vennootschap is overigens geldig verbonden door bijzondere mandatarissen binnen de grenzen van hun mandaat.

Art. 18. Het toezicht op de verrichtingen van de vennootschap wordt toevertrouwd aan één of twee kommissarissen-revisoren welke benoemd worden door de algemene vergadering. In het laatste geval, wordt één kommissaris-revisor benoemd op voordracht van de aandeelhouders van klasse A, de andere op voordracht van de aandeelhouders van klasse B; de vergadering bepaalt hun emolumenten welke ten laste van de algemene onkosten vallen.

Art. 19. Als waarborg voor de uitvoering van hun mandaat worden door of voor iedere beheerder vijf aandelen bij voorrecht verbonden.

Ces cautionnements prennent fin et peuvent être restitués lorsque, après approbation du bilan du dernier exercice pendant lequel l'administrateur sortant a été en fonction, l'assemblée générale lui aura donné décharge de son mandat par vote spécial.

TITRE IV. — Assemblées générales

Art. 20. L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social ou en tout autre endroit à Bruxelles, le deuxième mardi du mois de mars de chaque année, à seize heures, et pour la première fois en mil neuf cent quatre-vingt-un. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Des assemblées générales extraordinaires peuvent être convoquées autant de fois que l'intérêt de la société l'exige. Elles doivent l'être à la demande d'actionnaires représentant un cinquième du capital social.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également à Bruxelles, aux lieux et heures indiqués dans les avis de convocation.

Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration ou par les commissaires-réviseurs.

Les convocations pour les assemblées générales mentionnent les objets à l'ordre du jour et sont faites par lettre recommandée adressée au moins huit jours avant la date de l'assemblée. Tout actionnaire peut, à la réunion ou après la réunion de l'assemblée générale, renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué s'il est présent ou représenté à la réunion de l'assemblée générale.

Art. 21. Tout cessionnaire d'action peut assister aux assemblées générales, même si la cession est intervenue après la convocation pour l'assemblée.

Art. 22. Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial, pourvu qu'il soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non actionnaire.

L'organe qui convoque l'assemblée peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui et dans un délai qu'il fixe. Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes, doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

Art. 23. Toute assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un vice-président ou, à leur défaut, par un administrateur à ce délégué par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire et, parmi les principaux actionnaires ou leurs mandataires, deux scrutateurs. Avec les autres membres présents du conseil d'administration, ils forment ensemble le bureau.

Art. 24. Dans les assemblées générales, chaque action donne droit à une voix.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre des voix attachées à l'ensemble des titres, ou les deux cinquièmes du nombre des voix attachées aux titres représentés.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins qu'un cinquième des voix n'en décide autrement.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité du nombre de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Sauf les cas prévus par la loi ou les statuts, les décisions sont prises, quel que soit le nombre de titres représentés à l'assemblée, à la majorité simple des voix valablement exprimées, sans tenir compte des abstentions.

Deze borgstellingen eindigen en kunnen worden teruggegeven wanneer de algemene vergadering, na goedkeuring van de balans van het laatste boekjaar gedurende hetwelk de afredende beheerder in functie was, bij afzonderlijke stemming aan deze laatste ontlasting zal hebben verleend.

TITEL IV. — Algemene vergaderingen

Art. 20. De jaarlijkse algemene vergadering wordt ieder jaar gehouden ten maatschappelijke zetel of op om het even welke andere plaats te Brussel op de tweede dinsdag van de maand maart, om zestien uur, en voor het eerst in negentienhonderd ééëntachtig. Zo die dag een wettelijke feestdag is, heeft de vergadering op de eerstvolgende werkdag plaats.

Buitengewone algemene vergaderingen kunnen samengeroepen worden telkens wanneer het belang van de vennootschap het vereist. Zij moeten samengeroepen worden wanneer aandeelhouders, die één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, erom vragen.

De buitengewone algemene vergaderingen worden eveneens te Brussel gehouden op de plaats en op het uur aangeduid in de uitnodigingen.

De algemene vergaderingen worden bijeengeroepen door de raad van beheer of door de commissarissen-revisoren.

De uitnodigingen voor de algemene vergaderingen vermelden de punten der dagorde en worden gedaan per aangetekend schrijven dat ten minste acht dagen voor de datum van de vergadering dient verstuurd te worden. Iedere aandeelhouder mag gedurende de vergadering of na de vergadering van de algemene vergadering, afzien van deze uitnodiging en zal in ieder geval beschouwd worden zijnde regelmatig uitgenodigd indien hij op de vergadering van de algemene vergadering tegenwoordig of vertegenwoordigd is.

Art. 21. Iedere overnemer van aandelen mag de algemene vergadering bijwonen zelfs indien de afstand na de uitnodiging tot de vergadering heeft plaats gehad.

Art. 22. Iedere eigenaar van aandelen mag zich op de algemene vergadering laten vertegenwoordigen door een bijzondere lasthebber mits hij zelf aandeelhouder is en het recht heeft de vergadering bij te wonen. Evenwel kunnen de rechtspersonen door een lasthebber niet-aandeelhouder vertegenwoordigd worden.

Het orgaan dat tot de bijeenroeping van de algemene vergadering overgaat, mag de tekst van de volmachten bepalen en eisen dat deze op de door hem aangeduide plaats en binnen de door hem vastgestelde termijn neergelegd worden. De medeëigenaars, de vruchtgebruikers en de naakte eigenaars, de pandhoudende schuldeisers en de pandgevende schuldenaars moeten zich respectievelijk door één en dezelfde persoon laten vertegenwoordigen.

Art. 23. Iedere algemene vergadering wordt gehouden onder het voorzitterschap van de voorzitter van de raad van beheer of, bij zijn ontstentenis, van een ondervoorzitter of, bij hun ontstentenis, van een beheerder daartoe afgevaardigd door zijn medeleden.

De voorzitter duidt de sekretaris aan alsmede twee stemopnemers onder de voornaamste aandeelhouders of hun lasthebbers. Met de andere leden van de raad van beheer die aanwezig zijn vormen zij het bureau.

Art. 24. Op de algemene vergaderingen, heeft ieder aandeel recht op één stem.

Niemand mag deelnemen aan de stemming voor een groter aantal stemmen dan een vijfde van het totale aantal stemmen of twee vijfden van het aantal stemmen verbonden aan het geheel der vertegenwoordigde aandelen.

Er wordt gestemd bij handopsteken of bij naamafroeping, tenzij één vijfde van de stemmen er anders over beslist.

Indien, in geval van benoeming, geen enkel kandidaat de volstrekte meerderheid behaalt, wordt overgegaan tot een tweede stembeurt, ditmaal tussen de kandidaten die de meeste stemmen behaalden. In geval van staking der stemmen bij de tweede stembeurt, wordt de oudste kandidaat verkozen.

Behoudens de gevallen voorzien in de wet of in de statuten worden de beslissingen genomen bij gewone meerderheid der geldig uitgebrachte stemmen, zonder rekening te houden met onthoudingen, wat ook het aantal op de vergadering vertegenwoordigde aandelen wens.

Art. 25. Quels que soient les objets à l'ordre du jour, le conseil d'administration peut proroger séance tenante à trois semaines au plus toute assemblée tant ordinaire qu'extraordinaire. Cette prorogation annule toutes décisions prises. Les procurations accordées pour la première séance resteront valables pour la seconde séance.

Art. 26. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par le président, le secrétaire et les scrutateurs, ainsi que par les autres membres du bureau qui le demandent.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux membres du conseil.

TITRE V. — Bilan, répartition

Art. 27. Au trente et un décembre de chaque année et pour la première fois au trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-un, il est dressé par les soins du conseil d'administration un inventaire complet des avoirs et droits de toute nature de la société, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature relatifs à son activité et des moyens propres qui y sont affectés.

Les comptes sont, après mise en concordance avec les données de l'inventaire, synthétisés dans un état descriptif constituant les comptes annuels.

Les comptes annuels comprennent le bilan, le compte de résultats ainsi que l'annexe; ils forment un tout.

Ces documents sont établis conformément à la législation relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

En application de la même législation et de l'article soixante-dix-sept des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale décide, sur proposition du conseil d'administration, des prélèvements et affectations, notamment des dotations aux réserves, du bénéfice à reporter et de la rémunération du capital d'une manière égale entre les actions.

Art. 28. Les dividendes sont payés aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration pourra décider le paiement d'acomptes sur le dividende de l'exercice échu ou en cours, à prélever sur les bénéfices ou les réserves disponibles. Il fixe le montant de ces acomptes et la date de leur paiement.

TITRE VI. — Dissolution, liquidation

Art. 29. En cas de dissolution de la société, pour quelque cause que ce soit, l'assemblée générale désigne un nombre pair de liquidateurs, la moitié d'entre eux étant désignés parmi les candidats présentés par les porteurs d'actions de la catégorie A et l'autre moitié parmi les candidats présentés par les porteurs d'actions de la catégorie B. En l'absence de désignation de candidats au plus tard au moment de l'ouverture de la séance de l'assemblée, celle-ci désignera les liquidateurs de son choix.

L'assemblée générale détermine les pouvoirs et les indemnités des liquidateurs, et fixe le mode de liquidation. Elle conserve le pouvoir de modifier les statuts si les besoins de la liquidation le justifient.

L'assemblée générale est convoquée, constituée et tenue, pendant la liquidation, conformément aux dispositions du titre quatre des présents statuts, les liquidateurs exerçant, s'il y a lieu, les prérogatives du conseil. Un des liquidateurs la préside; en cas d'absence ou d'empêchement des liquidateurs, elle élit elle-même son président. Les copies ou extraits des procès-verbaux de ses délibérations, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par un liquidateur.

Art. 30. Après règlement du passif et des frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net est réparti entre toutes les actions. Si toutes les actions ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent l'équilibre soit par des appels de fonds, soit par une répartition préalable.

Art. 25. Wat ook op de dagorde geplaatste punten mogen zijn, de raad van beheer heeft het recht om, staande de zitting, iedere gewone of buitengewone algemene vergadering voor ten hoogste drie weken te verdagen. Deze verdaging vernietigt alle genomen beslissingen. De volmachten voor de eerste zitting verleend blijven geldig voor de tweede zitting.

Art. 26. De notulen van de algemene vergadering worden getekend door de voorzitter, door de sekretaris en de stemopnemers en door de andere leden van het bureau die erom vragen.

De kopieën of uittreksels welke in het recht of elders dienen voorgelegd te worden, worden getekend door twee leden van de raad.

TITEL V. — Balans, verdeling

Art. 27. Op eenendertig december van ieder jaar en voor het eerst op éénendertig december negentienhonderd éénentachtig, wordt door de raad van beheer een volledige inventaris opgemaakt van het vermogen en de rechten der vennootschap, van haar schulden, verbintenissen en verplichtingen die verband houden met haar activiteit alsmede van de eigen middelen die er toe worden aangewend.

De rekeningen worden, na in overeenstemming met de gegevens van de inventaris te zijn gebracht, samengevat in een beschrijvende staat die de jaarrekening vormt.

De jaarrekening omvat de balans, de resultatenrekening en de bijlage; zij vormt een geheel.

Deze bescheiden worden opgesteld overeenkomstig de wetgeving betreffende de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen.

Bij toepassing van dezelfde wetgeving en van artikel zevenenzeventig van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen beslist de algemene vergadering, op voorstel van de raad van beheer, over de afhoudingen en aanwendingen, meer bepaald over de dotaties aan de reserves, de over te dragen winst en de vergoeding van het kapitaal op een gelijke wijze onder de aandelen.

Art. 28. De uitbetaling van de dividenden heeft plaats op het tijdstip en op de plaats vastgesteld door de raad van beheer.

De raad van beheer kan beslissen tot betaling van voorschotten op het dividend van het verlopen of lopende boekjaar, af te nemen van de winst of de beschikbare reserves. Hij bepaalt het bedrag van de voorschotten en de datum van hun betaling.

TITEL VI. — Ontbinding, vereffening

Art. 29. In geval van ontbinding van de vennootschap voor welke reden ook, duidt de algemene vergadering een paar aantal vereffenaars aan, waarvan de helft aangeduid wordt onder de kandidaten voorgedragen door de houders van aandelen van klasse A en de andere helft onder de kandidaten voorgedragen door de houders van aandelen van klasse B. Bij gebreke van aanduiding van kandidaten ten laatste op het ogenblik van de opening van de vergadering, duidt deze laatste de vereffenaars van haar keuze aan.

De algemene vergadering bepaalt de bevoegdheden en de vergoedingen van de vereffenaars en stelt de wijze van vereffening vast. Zij behoudt de bevoegdheid de statuten te wijzigen indien zulks nodig is in het kader van de vereffening.

De algemene vergadering wordt gedurende de vereffening bijeengeroepen, samengesteld en gehouden, overeenkomstig de bepalingen van titel vier van onderhavige statuten waarbij de vereffenaars de voorrechten van de raad genieten. De algemene vergadering wordt door één van de vereffenaars voorgezeten; bij afwezigheid of vethindering van de vereffenaars kiest zij zelf haar voorzitter. De kopieën of uittreksel der notulen van haar beraadslagingen welke in het recht of elders dienen voorgelegd te worden, worden door één vereffenaar getekend.

Art. 30. Na aanzuivering van het passief en de kosten van vereffening of na de consignatie der daartoe benodigde bedragen, wordt de netto-opbrengst verdeeld onder alle aandelen. Indien alle aandelen niet in dezelfde mate gestort zijn, herstellen de vereffenaars het evenwicht hetzij door het opvragen van stortingen, hetzij door een voorafgaandelijke verdeling.

TITRE VII. — Divers

Art. 31. Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire et liquidateur élit, par les présentes, domicile attributif de juridiction au siège social, où toutes les communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites, sans autre obligation pour la société que de tenir ces documents à la disposition du destinataire, à l'exception des convocations aux réunions du conseil d'administration et des assemblées générales qui doivent être faites de la manière prévue ci-dessus.

Vu pour être joint à l'arrêté ministériel du six juillet mil neuf cent quatre-vingt-un.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE

F. 81 — 1101

18 MAI 1981. — Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et toxiques

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectantes ou antiseptiques, modifiée par les lois des 11 mars 1958, 14 avril 1965, 22 juillet 1974, 9 juillet 1975 et 1er juillet 1976;

Vu l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et toxiques, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 juillet 1980;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, modifiées par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1;

Considérant que, le mecloqualone étant dorénavant visé par l'arrêté royal du 31 mai 1976 réglementant certaines psychotropes, il s'impose d'abroger d'urgence les autres dispositions réglementaires relatives à cette substance;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et toxiques, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 juillet 1980, liste IV, la mention :

« Mecloqualonum : o-chlorophenyl-3 méthyl-2,3 H-quinazolinone-4 » est supprimée.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,

L. DHOORE

TITEL VII. — Allerlei

Art. 31. Voor de uitvoering van onderhavige statuten doet, bij deze, elke aandeelhouder, beheerder, kommissaris, vereffenaar keuze van woonplaats met toekenning van rechtsmacht ten maatschappelijke zetel, waar alle mededelingen, aanmaningen, dagvaardingen of betekeningen hem geldig kunnen gedaan worden, zonder andere verplichting voor de vennootschap dan al die bescheiden ter beschikking van de geadresseerde te houden, met uitzondering van de uitnodigingen voor de vergaderingen van de raad van beheer en voor de algemene vergaderingen die op de hierboven aangeduide wijze dienen gedaan te worden.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van zes juli negentienhonderd eenentachtig.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID EN VAN HET GEZIN

N. 81 — 1101

18 MEI 1981. — Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en het verkopen van giftstoffen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, gewijzigd door de wetten van 11 maart 1958, 14 april 1965, 22 juli 1974, 9 juli 1975 en 1 juli 1976;

Gelet op het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en het verkopen van giftstoffen, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 18 juli 1980;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat, vermits mecloqualone voortaan gereguleerder is door het koninklijk besluit van 31 mei 1976 tot reglementering van sommige psychotropische stoffen, het dringend nodig is de andere wettelijke beschikkingen met betrekking tot die stof te schrappen;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en het verkopen van giftstoffen, laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 18 juli 1980, lijst IV, wordt de vermelding :

« Mecloqualonum : o-chlorofenyl-3 methyl-2,3 H-quinazolinone-4 » geschrapt.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 mei 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,

L. DHOORE